

L'impasse du Brexit agace les eurodéputés

Le Parlement européen presse les dirigeants européens de conclure un accord avec le Royaume-Uni. Le Conseil européen se dit prêt à convoquer un sommet spécial en cas de «progrès décisifs».

VINCENT GEORIS

À STRASBOURG

Les eurodéputés s'en sont pris mercredi aux dirigeants européens incapables de sortir de l'impasse du Brexit lors du dernier sommet européen et d'avancer sur d'autres questions telles que la migration et le renforcement de la zone euro.

Dans 155 jours, le 29 mars, à minuit heure de Londres, le Royaume-Uni sortira de l'Union européenne. Aucun accord n'a été conclu pour organiser cette sortie. Les négociateurs affirment qu'ils tiennent 80% d'un accord, mais ils butent sur la frontière irlandaise. *«Il faut aboutir à un accord dans les prochains mois, dans l'intérêt de l'UE et du Royaume-Uni»*, a tonné Guy Verhofstadt, le chef de file des libéraux au Parlement européen (ADLE). *«Pour moi c'est 0% d'accord tant qu'il n'y a pas d'accord. Il faut que vous mettiez la pression pour sortir de cette tragédie du Brexit»*, a-t-il insisté à l'adresse des chefs d'État ou de gouvernement.

«Nos gouvernements nationaux vont-ils encore longtemps continuer à cacher la poussière sous le tapis?» s'est indigné Françoise Grossetête, une députée du PPE, la première famille politique du Parlement. De

dernière chance en dernière chance, les sommets passent mais les problèmes restent.»

Le dernier sommet du 17 octobre avait été annoncé comme celui de la «vérité». Il n'en fut rien. La Première ministre britannique Theresa May, dont la tête n'est pas loin du billot dans son pays, s'était contentée d'un discours d'un quart d'heure. La réunion s'était ensuite clôturée sans la moindre négociation.

Le coprésident des Verts européens Philippe Lamberts fut le seul en plénière à épargner les Vingt-Sept, jugeant que *«nous faisons face ici à un Royaume-Uni empêtré dans ses contradictions»*.

Le président du Conseil européen Donald Tusk s'est défendu. Pour lui, la faute revient au camp du Brexit. Ce sont eux qui *«ont ramené sur le tapis le problème de la frontière irlandaise»*, a-t-il dit.

Donald Tusk a assuré aux députés européens qu'un sommet spécial sur le Brexit serait convoqué dès lors que *«des progrès décisifs»* auraient été réalisés. Il a ajouté que les dirigeants européens seraient prêts à allonger la période de transition du Brexit si le Royaume-Uni en faisait la demande. Mais *«il est clair du côté du Royaume-Uni qu'il leur faut plus de temps pour trouver une solution précise»*. À Salzbourg, les Vingt-Sept avaient envisagé de convoquer un sommet spécial les 17 et 18 novembre.

L'IATA, l'association internationale du transport aérien, avertissait mercredi qu'un Brexit sans

accord pourrait *«causer des perturbations de vol et du chaos pour les voyageurs et le fret»*. Un exemple parmi d'autres de la zone d'incertitude dans laquelle les Britanniques et les Européens sont plongés.

155

Dans 155 jours, le 29 mars, le Royaume-Uni ne fera plus partie de l'Union européenne.